

CHAPITRE 1

Mémoire et histoire

Guerre à finir ou coexistence pacifique ?

Christian RIOUX

Journaliste, Le Devoir

Comme je suis journaliste, on ne me reprochera pas de m'intéresser à l'actualité. Les événements récents ont fourni une matière abondante et exceptionnelle à tous ceux qui s'intéressent aux rapports qu'entretiennent l'histoire et la mémoire. Je dirais même qu'il est rare que des événements historiques produisent autant de résonance dans l'actualité immédiate que celle qu'ont produite le 400^e anniversaire de la fondation de Québec et le 250^e anniversaire de la bataille des plaines d'Abraham. À ces deux événements, j'en ajouterai un autre : l'adoption en 2007 d'un nouveau programme d'histoire du Québec et du Canada et la polémique qu'il a spontanément soulevée. Pour une société qui est sensée ne plus s'intéresser à l'histoire, cela fait plus de deux ans que le Québec est déchiré par des débats historiques majeurs. Nous ne sommes pas les seuls dans cette situation. Un peu partout, on a vu surgir des controverses historiques sur des sujets que l'on croyait bien enterrés dans les bibliothèques et les musées. Que l'on pense seulement au débat soulevé par l'Assemblée nationale française sur les « aspects positifs du colonialisme », ou à celui sur l'esclavage pendant lequel certains groupes de défense des minorités noires ont mis en cause l'historien français Olivier Pétré-Grenouilleau¹.

Les récentes controverses qui se sont déroulées au Québec furent l'occasion d'un bel affrontement à la fois entre l'histoire et la mémoire, mais aussi entre deux mémoires historiques. Le débat a été parfois d'une telle virulence et si enchevêtré qu'il n'était pas toujours facile d'y retrouver ses petits ni de démêler ce qui appartenait à l'histoire et ce qui

¹ Olivier Pétré-Grenouilleau, *Les traites négrières. Essai d'histoire globale*, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires », 2004, 468 p.

appartenait à l'une des mémoires en présence. Car, c'est aussi d'affrontement des mémoires qu'il s'agit ici.

Ces événements sont d'autant plus surprenants qu'ils surviennent dans un contexte où la mémoire nationale québécoise et canadienne française seraient, dit-on, en perte de vitesse. La victoire du non à deux référendums, une certaine déroute des forces souverainistes – déroute électorale mais aussi dans les esprits – ont sans contredit modifié la mémoire que les Québécois entretiennent de leur histoire et de ce qu'ils sont. Depuis une dizaine d'années, les Québécois ont plutôt pris l'habitude de se considérer comme des citoyens du monde, des êtres cosmopolites dans un environnement mondialisé. D'ailleurs, un sondage réalisé en 2007 et 2008 par les historiens Jocelyn Létourneau de l'Université Laval et David Northrup de l'Université York laisse penser que les Québécois sont les Canadiens les moins intéressés par l'histoire².

Faut-il croire les répondants à cette enquête étonnante, compte tenu de la forte tradition historique des Québécois, ou penser plutôt que les Québécois, justement à cause de leurs échecs historiques, sont les Canadiens qui cherchent le plus à afficher leur détachement de l'histoire. Même si l'histoire les rattrape régulièrement au tournant. Or, n'est-ce pas justement ce qui s'est produit récemment ?

Les trois événements dont il sera question ici illustrent à merveille ce que voulait dire Jacques Le Goff lorsqu'il écrivait qu'« une des grandes préoccupations des classes, des groupes, des individus qui ont dominé et dominent les sociétés historiques » consiste à « se rendre maître de la mémoire et de l'oubli³ ». C'est aussi Le Goff qui écrit que, quand ils cessèrent « d'exister en tant que nation autonome, les Étrusques perdirent semble-t-il la conscience de leur passé⁴ ». Serions-nous les Étrusques d'aujourd'hui ?

Dans les trois événements que je mentionnais, on a vu surgir la mémoire à un moment où on ne l'attendait pas. Face à la volonté de l'État – canadien dans le cas des Plaines d'Abraham, québécois pour les programmes d'histoire ou canado-québécois lors du 400^e anniversaire de Québec – on a vu se manifester ce que j'appellerai une espèce de mémoire collective populaire attachée à ce qui a fait l'identité des habitants du Québec. S'agit-il de la résurgence d'une conscience ancienne qui sommeillait depuis une dizaine d'années ou du chant du cygne d'un nationalisme en voie de disparition ? Je n'en sais rien. Tout ce que je

² Violaine Ballivy, « Les Québécois moins friands d'histoire que les autres Canadiens », *La Presse*, 22 mars 2009, p. A8.

³ Jacques Le Goff, *Histoire et mémoire*, Paris, Gallimard, 1988, p. 109.

⁴ *Ibid.*, p. 175.

sais, c'est que la bête est encore vivante malgré ce qu'on en dit parfois et qu'elle se manifeste dans les moments les plus inattendus.

* *

*

La réforme du nouveau programme d'histoire du Québec et du Canada destiné aux écoles secondaires n'annonçait pas le moindre incident. Ce programme était en cours de rédaction depuis des mois. L'adoption du précédent programme d'histoire générale, calqué exactement sur le même modèle, était passée totalement inaperçue. Tout suivait son cours dans l'indifférence générale jusqu'à ce que mon collègue Antoine Robitaille révélât qu'il n'y avait pas une seule ligne dans les dizaines de pages de ce programme sur la bataille des plaines d'Abraham, sur les insurrections de 1837-1838 et sur la pendaison de Louis Riel⁵. En quelques jours seulement, on a vu se dresser contre le programme une opinion qui allait des éditorialistes du *Devoir* à l'éditorialiste en chef de *La Presse* André Pratte, en passant par la chroniqueuse de *La Presse* Lysiane Gagnon. Tous ne s'entendaient pas sur les causes d'une telle réforme – pour certains, il s'agissait d'un complot fédéraliste, pour d'autres d'une conséquence de la réforme pédagogique – mais aucun n'en arrivait à comprendre que l'on puisse zapper ainsi impunément des événements aussi essentiels de l'histoire du Québec et du Canada. Cette étonnante coalition était, au fond, unie dans son refus de l'oubli de ces événements fondateurs.

*

Je ne vous referai pas l'historique du 400^e anniversaire de Québec que la plupart d'entre vous ont vécu de plus près que moi. Posté en France, j'ai cependant eu la chance d'être aux premières loges pour voir se déployer la stratégie de récupération canadienne dont l'objectif était clairement de substituer à la mémoire douloureuse que le Québec a longtemps entretenue de cet événement une nouvelle mémoire canadienne.

L'opération avait commencé en France où, longtemps avant 2008, le gouvernement du premier ministre libéral Jean Chrétien avait planifié une véritable offensive diplomatique destinée à faire de l'ombre à l'anniversaire de la fondation du premier établissement permanent français en Amérique, la fondation de Québec en 1608. Il s'agissait de faire de l'année 2004 et de l'établissement de Pierre Dugas de Mons en 1604 sur l'île Sainte-Croix le véritable moment fondateur à la fois du Canada et d'un peuple français en Amérique du Nord. Champlain

⁵ Antoine Robitaille, « Cours d'histoire épurés au secondaire », *Le Devoir*, 27 avril 2006, p. A1

n'étant pas de cette première expédition, des millions ont été débloqués pour susciter des colloques sur Pierre Dugas de Mons dont on organisa la « redécouverte » et qui fut soudainement rebaptisé fondateur du Canada. Les historiens ou les simples amateurs qui voulaient parler de Champlain, personnage historique jusque-là considéré comme le véritable fondateur du premier établissement français permanent en Amérique, se faisaient renvoyer à leurs livres.

Il s'agissait d'impliquer les Français, mais aussi les Américains dans une grande célébration d'un nouveau moment fondateur du Canada. Pour des raisons complexes, qui tiennent au contexte politique post-onze-septembre, à la succession de Jean Chrétien par Paul Martin et au peu d'enthousiasme des Français pour une telle entreprise de révisionnisme historique, l'opération fit chou blanc. Les nombreux historiens français que j'ai rencontrés ne voyaient pas de raisons pour réécrire leurs manuels d'histoire.

Devant cet échec évident, le nouveau gouvernement conservateur de Stephen Harper se dota d'une nouvelle stratégie. Il s'agissait cette fois de faire de la fondation de Québec le moment « fondateur de l'État canadien ». La thèse fut formulée publiquement pour la première fois par Stephen Harper au sommet de la Francophonie de Bucarest, en septembre 2006 alors que Québec fut désigné pour accueillir le prochain sommet.

Contrairement à Jean Chrétien, dont le révisionnisme historique ne s'est jamais vraiment imposé, Stephen Harper a parfaitement remporté son pari. Sans refaire l'histoire des célébrations, rappelons que la vision canadienne de la fondation de Québec a été dominante pendant toutes les célébrations de 2008. Ce fut un tel succès que le seul artiste à avoir brandi sur scène un drapeau québécois se nommait Paul McCartney.

En même temps, l'opération de « déstabilisation » de Champlain entreprise en 2004 s'est poursuivie au point qu'on a vu, pendant tout l'été 2008, des comédiens parcourir la région de la capitale pour tenir de véritables procès où les spectateurs étaient sommés de dire qui de Dugas de Mons ou de Champlain avait vraiment fondé Québec. Rappelons que, si Dugas de Mons a été le commanditaire de Champlain, il n'a jamais mis les pieds à Québec. Imagine-t-on, à Compiègne, une telle mascarade théâtrale afin de se demander si la Pucelle de France a vraiment fait sacrer le roi Charles VII à Reims ou si elle a vraiment fini sur le bûcher ?

Le 400^e anniversaire de Québec a représenté un véritable succès pour la mémoire canadienne en ce qu'il a permis de faire valoir presque tous les éléments constitutifs de l'identité canadienne comme le multiculturalisme et la réconciliation entre francophones et anglophones. Y a triomphé une vision postmoderne de la mémoire historique qui cultive une

sorte de relativisme mémoriel pour lequel toutes les mémoires se valent. Enfin, dernier élément et non le moindre, l'opération fut un succès financier. La mémoire du Canada, pays de banquiers, ne souffre pas de déficits.

Bien que couronnée de succès, l'opération a néanmoins connu quelques ratés. Qu'on pense au retour en grâce de Champlain au fur et à mesure que la population s'impliquait dans les célébrations. Au fond, la figure de Champlain a été si peu écornée que l'État fédéral a finalement cru bon, au lieu de s'en débarrasser, d'en faire le premier gouverneur général du Canada ! Dugas de Mons a beau avoir des mérites évidents, il devra se lever de bonne heure pour détrôner Champlain dans la mémoire populaire.

*

Dernier événement et non le moindre : le 250^e anniversaire de la bataille des Plaines d'Abraham. Ici, l'affrontement des mémoires ne pouvait pas être plus clair. D'un côté, la mémoire douloureuse d'une défaite tragique jugée comme déterminante pour la suite des choses – il est difficile en effet de trouver dans l'histoire du Québec un moment plus créateur de mémoire, plus dramatique, plus sacré et donc plus susceptible de souder l'identité. De l'autre, l'exact opposé, soit un non-événement, une idyllique rencontre des peuples qui se serrent les coudes pour bâtir le Canada multiculturel d'aujourd'hui. L'affrontement ne pouvait pas être plus frontal. D'un côté, un vrai mythe national comme Jeanne d'Arc ou le soldat inconnu. De l'autre, un banal moment où les peuples se « rencontrent ».

Les plaines d'Abraham correspondent parfaitement à la définition que Pierre Nora donne d'un lieu de mémoire inscrit à la frontière du mythe et de l'histoire. Elles y correspondent doublement tant par le lieu lui-même qui est un concentré de souvenir que par l'événement qui est en soi devenu un lieu de mémoire.

C'est justement parce qu'il fallait détruire le sacré dans la bataille des Plaines d'Abraham que la Commission des champs de bataille, organisme fédéral éminemment politique, a pris soin d'organiser une véritable fête païenne pour souligner l'événement. Qu'est-ce que cette reconstitution par des adolescents de 30 ans déguisés en combattants sinon un happening touristique et un vrai carnaval destinés à désacraliser le mythe ? Le bal masqué qui avait été prévu offrait le même avantage. Il désacralisait la bataille tout en permettant de dénigrer la noblesse française qui s'adonnait, dit-on, à des frivolités, pendant que l'on souffrait dans la basse ville et que les armées de Wolf s'occupaient, elles, des

choses sérieuses⁶. Païenne aussi cette poignée de main entre deux morts, Wolfe et Montcalm. L'affiche des célébrations fédérales n'hésitait pas à violer les sépultures pour promouvoir la bonne entente entre Canadiens français et Canadiens anglais.

Il était difficile de garder son sérieux en écoutant André Juneau, le président de la Commission des champs de bataille, expliquer qu'il voulait faire œuvre historique. Juneau n'est pas plus historien que le cinéaste Pierre Falardeau, qui avait pris la tête des opposants aux célébrations. Les deux défendaient tout simplement une mémoire différente.

Ce viol des sépultures et des mémoires explique, je crois, la virulence de la réplique. Pendant le 400^e anniversaire de l'arrivée de Dugas de Mons à l'île Sainte-Croix, on n'avait pas brûlé Champlain en effigie. On avait essayé poliment de le tasser sur le côté pour finalement le récupérer comme « gouverneur général ». Sur les Plaines d'Abraham, il s'agissait bien de pousser le mythe en bas de son piédestal et de le détruire.

La réplique n'est venue ni des institutions ni des partis politiques, mais d'un groupe de militants indépendantiste marginal sans organisation véritable qui a immédiatement trouvé un écho dans une population qui n'était pas prête à voir sa dernière église vendue en condominiums. Peu importaient au fond les mises au point historiques. Le débat n'était pas historique, il était mémoriel. Et s'il fallait poursuivre sur l'allégorie du paganisme, on pourrait dire qu'il aura fallu une grande messe laïque de vingt-quatre heures, l'étonnant Moulin à paroles, pour rétablir le mythe dans toute sa splendeur.

Faut-il voir là une résurgence de la « nation-mémoire » dont Pierre Nora nous dit qu'elle est en voie de disparition. Le Québec, n'ayant jamais tranché entre la mémoire québécoise et la mémoire canadienne, ferait peut-être exception à cette tendance constatée dans les vieilles nations européennes. On remarque que cette mémoire se manifeste surtout lorsqu'elle est attaquée de façon frontale, comme dans les épisodes des Plaines d'Abraham et du nouveau programme d'histoire du Québec et du Canada.

Lorsque la stratégie est plus subtile et qu'elle consiste, par exemple, à canadianiser Champlain, elle est bien mieux acceptée. Signe que, dans cette rivalité des mémoires, les Québécois refusent de trancher, sauf

⁶ Le documentaire de Brian McKenna, *Battlefield Quebec : Wolfe and Montcalm*, propose une version presque caricaturale de cette vision protestante et puritaine de la bataille des Plaines d'Abraham où les nobles français ne font que festoyer et courir les jupons. Au point que le film a dû être entièrement refait avant d'être présenté sur la chaîne française Arte. Fait significatif, aucune des deux versions n'a été présentée au Québec en français.

lorsqu'ils sont acculés au pied du mur. Mais, quand on leur demande de détruire leurs idoles, ils se rebiffent.

*

Et l'histoire dans tout cela ? me demanderez-vous. Où sont passés les historiens ? La plupart du temps, ils sont pris entre l'arbre et l'écorce. Coincés, comme toujours, entre l'histoire et la mémoire, mais aussi entre les mémoires qui s'affrontent.

Personne ne reprochera aux historiens de demeurer historiens dans un tel débat. L'histoire et la mémoire ne font pas souvent bon ménage. Elles se combattent même le plus souvent. La mémoire n'ayant pas en effet prétention à l'objectivité. La mémoire choisit en fonction d'enjeux politiques et identitaires. Ironiquement, c'est la mémoire qui a la faculté d'oublier alors que l'histoire, elle, a le devoir justement de ne jamais rien oublier.

Je dirais que, si les historiens québécois ont le devoir de corriger la mémoire chaque fois qu'elle s'écarte trop de la réalité et de rappeler les faits, ils doivent aussi éviter de tomber dans le travers qui consisterait à mépriser la mémoire. La mémoire, on le sait maintenant, est aussi un fait d'histoire. Plus que cela, elle est essentielle à la constitution des individus, des groupes et des nations. Il n'y a pas de personnalité sans mémoire, sans un choix méthodique dans l'histoire de ce qui fera notre personnalité, notre identité propre.

C'est pourquoi, ce qu'on pourrait appeler la déconstruction systématique de la mémoire nationale ne m'apparaît pas aujourd'hui une attitude à promouvoir dans le travail historique. Les historiens doivent évidemment prendre garde de ne pas se transformer en avocats de la mémoire. Mais doivent-ils pour autant se transformer en combattants acharnés de celle-ci ? Une telle attitude a peut-être pu se justifier à des époques où la mémoire semblait accabler la société, l'asphyxier, l'empêcher de bouger et d'aller de l'avant. Mais pas aujourd'hui.

Comment ne pas tenir compte du fait que nous ne sommes plus à l'époque de la mémoire nationale triomphale, mais dans un temps où celle-ci a tendance à s'effacer et à se désagréger, comme dit Pierre Nora. « On ne parle tant de mémoire que parce qu'il n'y en a plus⁷ », écrit-il. Il se pourrait cependant que cette affirmation soit un peu moins vraie au Québec que dans les sociétés européennes. Non pas parce que le Québec est moins exposé aux évolutions récentes. Mais, parce que la mémoire est encore ici un enjeu de lutte entre deux interprétations, deux peuples, deux nations. Le Québec est tiraillé par les mêmes mouvements qu'aïl-

⁷ Pierre Nora, *Les Lieux de Mémoire, La République*, t. 1, Paris, Gallimard, 1984, p. XVII.

leurs, mais la mort de la « nation-mémoire », comme le dit Nora, y semble moins évidente justement parce qu'elle ne s'y est jamais réalisée complètement. C'est peut-être pourquoi, la croyant disparue comme ailleurs, on a été surpris de la voir surgir soudain comme si elle venait de nulle part.

La déconstruction de la mémoire est un exercice particulièrement périlleux au Québec. Sous prétexte de déconstruire la mémoire québécoise, l'historien se retrouve souvent à défendre une autre, la mémoire canadienne qui jouit aujourd'hui de moyens matériels et politiques extraordinaires comparés à la mémoire québécoise. Le gouvernement canadien a en effet investi massivement dans tout ce qui concerne l'histoire. Presque tout ce que l'on trouve sur Internet aujourd'hui à propos de l'histoire du Québec et de la Nouvelle-France est lié de près ou de loin au gouvernement canadien.

Il est d'autant plus facile de tomber dans le travers que je décrivais plus haut, celui de la destruction systématique de la mémoire nationale québécoise au profit de la mémoire canadienne, que l'identité canadienne se prétend multiethnique. Nous avons affaire à une identité qui prétend ne pas en avoir, qui avance donc masquée derrière un drapeau blanc. Un peu comme la prétendue non-identité britannique face à l'Écosse ou au Pays de Galle. Dieu sait pourtant que l'identité britannique existe même si elle a ses peudeurs.

Je souligne ce danger d'une opposition trop radicale de l'histoire à la mémoire, car je crois aussi comme le dit le philosophe Paul Ricoeur que l'histoire ne peut pas totalement se détacher du récit. L'histoire n'obéit pas à des lois exactes comme la physique ou la chimie même si la rigueur de son raisonnement peut être qualifiée de scientifique. Pour elle, le récit reste un mode d'investigation du réel. En ce sens, l'histoire n'est pas totalement étrangère à la littérature qui est elle aussi, quoi que certains pensent, un mode d'investigation des réalités humaines.

*

En terminant, je poserai la question suivante : faut-il absolument que l'histoire que l'on enseigne aujourd'hui à l'école soit obligatoirement en rupture avec celle d'hier qui a, en partie, fondé la mémoire des Québécois. En d'autres mots, l'étude de l'histoire à l'école aujourd'hui peut-elle se permettre de faire entièrement disparaître les illustres prédécesseurs des historiens d'aujourd'hui que sont F.X. Garneau, Lionel Groulx ou Guy Frégault pour ne laisser place qu'aux courants les plus modernes en histoire ? Ce n'est pas mon avis.

L'an dernier, j'ai eu la chance d'interviewer l'historien Alain Corbin, auteur d'une monumentale histoire du corps⁸. Associé aux courants les plus modernes de l'histoire, Corbin a aussi publié un petit livre dans lequel il invitait ses collègues à relire le manuel d'histoire du primaire que sa grand-mère avait à la petite école⁹. Le résultat est surprenant. Évidemment, les recherches contemporaines ont remis en question un grand nombre d'interprétations et la pertinence même de certains événements. Mais, il est surprenant de constater la sérénité et la clémence avec lesquelles ces historiens, souvent considérés comme des révolutionnaires dans leur domaine, relisent ce vieux manuel d'histoire. La plupart concluent qu'il n'était finalement pas si mauvais. On sent soudainement comme une sorte de filiation s'établir entre Corbin, Braudel, Michelet et Chateaubriand. Comme si, lorsque venait le temps d'enseigner l'histoire aux enfants régnait une sorte de coexistence pacifique entre les divers courants de l'histoire. On a même vu Corbin prêcher pour le retour de la chronologie et d'un certain apprentissage par cœur.

Voilà donc les enfants de la révolution de l'École des Annales, ceux qui ont minutieusement étudié le corps amoureux ou la vie quotidienne d'un petit village occitan, se portant à la défense d'un enseignement de l'histoire qui redonne toute sa place à l'approche chronologique des faits. « On n'a pas compris que l'histoire des mentalités, c'était la crème que l'on étendait sur le gâteau, dit Alain Corbin. Et que, sans gâteau, cela n'avait plus de sens¹⁰. » Dans la même entrevue, Corbin raconte que Fernand Braudel, à la fin de sa vie, avait la même crainte.

Lorsqu'il est question d'enseignement, l'école ne peut pas se contenter de n'enseigner que les découvertes les plus récentes de l'histoire contemporaine. Elle doit aussi faire une certaine place à la mémoire. Comme le dit Pierre Nora : « Sans doute un criticisme généralisé conserverait-il des musées, des médailles et des monuments, c'est-à-dire l'arsenal nécessaire à son propre travail, mais en les vidant de ce qui, à nos yeux, en fait des lieux de *mémoire*. Une société qui se vivrait intégralement sous le signe de l'histoire ne connaîtrait en fin de compte, pas plus qu'une société *traditionnelle*, de lieux où ancrer sa mémoire¹¹. » La mémoire de la majorité et les événements historiques qui la fondent ne peuvent pas être expulsés de l'école. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut pas critiquer cette mémoire, en fournir une analyse. Mais exclure de

⁸ Alain Corbin, *Histoire du corps*, 3 volumes, Paris, Seuil, 2006.

⁹ Alain Corbin (dir.), *1515 et les grandes dates de l'histoire de France revisitées par les grands historiens d'aujourd'hui*, Paris, Seuil, 2005.

¹⁰ Christian Rioux, « Une génération d'amnésiques : Entrevue d'Alain Corbin », *Le Devoir*, 25 mai 2006, p. A1.

¹¹ Pierre Nora, *Les Lieux de mémoire, 1 : « La République »*, Paris, Gallimard, 1984, p. XIX-XX.

l'école les moments qui fondent la mémoire nationale, c'est empêcher les nouvelles générations de communier à la mémoire de leurs parents quitte à ce qu'elles réinterprètent cette mémoire à leur façon. Les trois exemples que j'ai exposés plus tôt montrent d'ailleurs que la population québécoise n'entend pas se laisser déposséder de la mémoire qui est la sienne, quitte à devoir lui donner un sens nouveau.

L'école doit donc faire une place aux événements qui fondent la mémoire. Mais, elle doit aussi faire place aux historiens qui ont précédé ceux d'aujourd'hui. On ne peut pas enseigner à l'école que l'histoire qui se fait en ce moment non plus que celle seulement des vingt dernières années. Comme on n'enseigne pas au Cégep la seule poésie des avant-gardes du début du XX^e siècle. Ce qu'on enseigne à l'école primaire et secondaire devrait d'ailleurs avoir traversé un peu l'épreuve du temps, comme on ne met pas au Louvre des toiles à peine sèches.

L'école n'est pas le lieu de la guerre civile. Elle est un endroit où il faut se garder de ne faire triompher qu'une seule interprétation historique même si celle-ci a peut-être par ailleurs triomphé à l'université. Au fond, quand ils entrent à l'école, les historiens devraient faire preuve d'un peu d'humilité. Les programmes scolaires devraient permettre une certaine coexistence pacifique entre l'histoire et la mémoire, mais aussi entre diverses interprétations historiques elles-mêmes. Il sera toujours temps de reprendre ce combat ailleurs ou plus tard.